

## Punir ou négocier ? Les enjeux de l'escalade nucléaire de la Corée du Nord

Par **Luc Mampaey**, Chercheur au GRIP

15 juin 2009

### Résumé

Le second essai nucléaire du 25 mai 2009 et les tirs de missiles qui ont suivis confirment la Corée du Nord dans son statut de neuvième État nucléaire. Les motivations de cette stratégie de défiance à l'égard de la communauté internationale résident autant dans une volonté de négocier en position de force que dans les dynamiques internes et occultes du régime. Mais cette escalade nucléaire imposée par la Corée du Nord est aussi une remarquable démonstration de l'échec des théories de la « dissuasion » et de l'impuissance du Conseil de sécurité à s'entendre sur une riposte à la hauteur des enjeux. Les mesures punitives montrent cependant leurs limites. Ramener Pyongyang à la raison ne pourra se faire que par la négociation et un engagement déterminé de la communauté internationale en faveur du désarmement nucléaire complet et généralisé prévu par le TNP, et donc en saisissant l'opportunité ouverte par le redémarrage inattendu de la Conférence du désarmement, après douze années d'impasse.

**Mots clés :** Corée du Nord, Pyongyang, nucléaire, CTBT, TNP, prolifération, Conférence du désarmement.

### Abstract

#### **Punish or negotiate? The issues of nuclear escalation by North Korea.**

The second nuclear test of 25 May 2009 and the missiles firing that followed confirm North Korea's status as the ninth nuclear State. The reasons for this strategy of defiance towards the international community are as much a willingness to gain a strong position in the negotiations as the regime's internal hidden dynamics. But this nuclear escalation imposed by North Korea is also a remarkable demonstration that the "deterrence" theories are failing and that the Security Council is helpless when it comes to reaching an agreement on a response to the challenges. Punitive measures, however, show their limits. Bringing Pyongyang to its senses can only be achieved through negotiation and a commitment of the international community towards a total a widely implemented nuclear disarmament such as foreseen by the NPT, which means seizing the opportunity offered by the unexpected relaunch of the Disarmament Conference, after twelve years of a deadlock.

**Key words :** North Korea, Pyongyang, nuclear, CTBT, NPT, proliferation, Conference on Disarmament.

### Citation :

Luc MAMPAEY, *Punir ou négocier ? Les enjeux de l'escalade nucléaire de la Corée du Nord*, Note d'Analyse du GRIP, 15 juin 2009, Bruxelles.

URL : [http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES\\_ANALYSE/2009/NA\\_2009-06-15\\_FR\\_L-MAMPAEY.pdf](http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2009/NA_2009-06-15_FR_L-MAMPAEY.pdf)



## Introduction

Il n'aura fallu que quelques semaines à la Corée du Nord pour mettre ses menaces à exécution. Après la déclaration<sup>1</sup> du Conseil de sécurité des Nations unies du 13 avril 2009 condamnant le tir de fusée effectué le 5 avril par la Corée du Nord – lanceur de satellite pour les uns, missile expérimental pour les autres – la réaction de Pyongyang fut immédiate : expulsion des inspecteurs internationaux et des ingénieurs américains du site nucléaire de Yongbyon, retrait des négociations à Six (Chine, Corée du Sud et Corée du Nord, États-Unis, Japon et Russie) et de tous les accords antérieurs, menaces de reprise des activités nucléaires sur les sites à l'arrêt.

Deux semaines plus tard, le ministre nord-coréen des Affaires étrangères exigeait du Conseil de sécurité des excuses immédiates, l'accusant d'avoir violé la souveraineté de la Corée du Nord, et indiquant que les mesures de rétorsion impliqueraient de nouveaux essais nucléaires et le test de missiles balistiques intercontinentaux.



## Un neuvième État nucléaire

Le 25 mai 2009, soit à peine un mois plus tard, l'agence de presse officielle nord coréenne KCNA (Korean Central News Agency) annonçait que « la République populaire démocratique de Corée avait effectué avec succès un essai nucléaire sous-terrain supplémentaire [qui] contribuera à défendre la souveraineté du pays, de la nation et du socialisme, et à assurer la paix et la sécurité de la péninsule coréenne et de la région avec la force de Songun »<sup>2, 3</sup>.

Les sismographes du système de surveillance internationale (IMS, *International Monitoring System*) mis en place dans le cadre de l'Organisation du traité d'interdiction complet des essais nucléaires (CTBTO, *Complete Test Ban Treaty Organisation*) ont relevé une explosion de magnitude de 4,52 sur l'échelle de Richter, au Nord-est de la Corée du Nord, à moins de 100 km de la frontière chinoise (voir carte). Cette amplitude correspond à une charge explosive équivalente à entre 2 et 6 kilotonnes de TNT, c'est-à-dire une énergie bien supérieure au premier essai nord-coréen de 2006, mais encore très loin des 12 à 20 kilotonnes d'une bombe de type Hiroshima.

L'hypothèse la plus vraisemblable est que la Corée du Nord a procédé à une tentative, sans doute peu fructueuse, d'explosion de bombe au plutonium. Cependant, même si cet essai s'avère être un demi-échec comme le souligne Jeffrey Park du *Bulletin of the Atomic Scientists*<sup>4</sup>, il traduit une

1. Security Council Condemns Launch By Democratic People's Republic Of Korea, Agrees To Adjust Travel Ban, Assets Freeze, Arms Embargo Imposed In 2006, SC/9634, Security Council 6106th Meeting, 13 April 2009, <http://www.un.org/News/Press/docs/2009/sc9634.doc.htm>
2. KCNA Report on New Successful Underground Nuclear Test, 25 May 2009, <http://www.kcna.co.jp/item/2009/200905/news25/20090525-12ee.html>
3. Selon le site officiel Naenara, la force, ou politique de Songun est définie comme « un mode politique qui fait des affaires militaires les tâches prioritaires de l'État et permet de défendre la patrie, la révolution et le socialisme et de pousser avec force l'édification socialiste dans son ensemble en s'appuyant sur la nature révolutionnaire et la combativité de l'Armée populaire », <http://www.kcckp.net/fr/great/guid.php?2>
4. <http://thebulletin.org/web-edition/features/the-north-korean-nuclear-test-what-the-seismic-data-says>

capacité de destruction des milliers de fois supérieure à tous les armements conventionnels connus<sup>5</sup>. Par ailleurs, même si la mise au point d'une bombe au plutonium reste un exercice délicat que Pyongyang ne semble pas encore capable de maîtriser, il faut souligner que, outre des stocks de plutonium qui seraient suffisants pour la fabrication de 6 à 8 bombes, la Corée du Nord est également soupçonnée d'avoir développé des capacités de production d'uranium hautement enrichi. Or, contrairement à la bombe au plutonium, la fabrication d'une bombe nucléaire à l'uranium 235 est un processus simple, facile à maîtriser, et qui ne requiert pas d'essais préalables.



Global Security.org Public Eye DIGITALGLOBE

Photo satellite du 3 juin 2009 montrant le pas de tir pour missile balistique de Tongchang-ni, apparemment opérationnel (source : DigitalGlobe, GlobalSecurity.org)

En parallèle, Pyongyang a intensifié ses essais de tir de missiles balistiques. Certes, les tirs récents ne concernent que des missiles dont la portée ne dépasse pas une dizaine de kilomètres. Cependant, les dernières informations font état de préparatifs pour un possible prochain lancement d'un missile à longue portée. Selon les images satellites, la Corée du Nord a transporté vers le site de lancement de Tongchang-ni (côte nord-ouest de la Corée du Nord, sur la mer Jaune) une version modifiée du missile Taepodong 2, déjà testé en 2006 ainsi que le 5 avril dernier (voir photo). D'une portée de 6 700 km, le Taepodong 2 est donc théoriquement capable d'atteindre le territoire des États-Unis dans la région de l'Alaska.

La préparation sur site pourrait durer jusqu'aux alentours du 16 juin selon les experts. Si ce nouveau lancement se concrétisait, il serait un nouvel exemple de défi à l'égard de la communauté internationale. Sa réussite démontrerait que la Corée du Nord maîtrise non seulement l'arme nucléaire, mais dispose aussi

des vecteurs pour la mettre en œuvre. Il n'est donc plus temps de tergiverser : aussi imparfaites et encore aléatoires qu'elles soient, les capacités nucléaires et balistiques actuelles de la Corée du Nord font, depuis un moment déjà, de ce pays le neuvième État nucléaire de la planète.

## Les motivations de Pyongyang

On peut naturellement s'interroger sur cette stratégie de la fuite en avant entêtée du régime nord-coréen, face à laquelle la communauté internationale semble bien impuissante.

Tout d'abord, l'essai nucléaire du 25 mai 2009 et les tirs de missiles qui ont suivi s'inscrivent dans une stratégie de long terme qui a débuté dès la fin des années 1970, lorsque le leader Kim-Il-sung

5. A titre de comparaison, la bombe conventionnelle (non nucléaire) la plus puissante connue – l'ATBIP (Aviation Thermobaric Bomb of Increased Power) développée par la Russie – a une charge de 44 tonnes équivalent-TNT. Son homologue américaine – la GBU-43/B Massive Ordnance Air Blast Bomb (MOAB) – correspond à seulement 11 tonnes de TNT. L'explosion de l'usine AZF à Toulouse le 21 septembre 2001 a été d'une intensité équivalent à 100 tonnes de TNT.

décida de développer un programme d'armement nucléaire, dans le but de négocier en position de force avec les États-Unis, non seulement un traité de paix qui lui soit favorable dans la péninsule coréenne, mais surtout des garanties de sécurité et une aide économique.

Les 30 années suivantes alterneront le chaud et le froid, les coups de force nord-coréens se révélant souvent une tactique payante. En 1993, les menaces nord-coréennes de se retirer du Traité de non-prolifération (TNP)<sup>6</sup> convainquent l'administration Clinton de revenir à la table des négociations ; il s'ensuit un accord bilatéral prévoyant le gel et le démantèlement du programme nucléaire nord-coréen et une période d'accalmie, qui se terminera brutalement par le retrait du TNP annoncé par la Corée du Nord le 21 janvier 2003 (il faut dire qu'un an auparavant, le 29 janvier 2002, l'inclusion de la Corée du Nord dans l'« axe du mal » par George W. Bush, ne pouvait qu'être perçue comme une provocation).

De façon similaire, le premier essai nucléaire du 9 octobre 2006 n'entraînera que des sanctions insignifiantes après l'adoption de la résolution 1718 par les Nations unies le 14 octobre<sup>7</sup>. Mais il sera interprété comme un succès par Pyongyang, contraignant l'administration Bush à prendre beaucoup plus au sérieux les négociations à Six, dont la reprise aboutira d'ailleurs dès le 13 février 2007 à un accord sur le gel du programme nucléaire de Pyongyang<sup>8</sup>.

Les dernières provocations pourraient s'inscrire dans la même logique : obtenir des concessions, forcer la nouvelle administration américaine à entrer dans des négociations bilatérales directes, et/ou revenir en position de force à la table des négociations à Six.

Mais comme le note Bernard Sitt<sup>9</sup>, si Pyongyang se montre aussi déterminé à forcer bon gré mal gré la communauté internationale à reconnaître ses capacités nucléaires et balistiques, c'est aussi parce que celles-ci sont la garantie indispensable de la survie du régime. La stratégie nord-coréenne est vraisemblablement étroitement liée aux dynamiques internes du régime, dont on sait peu de chose. Elle pourrait servir à renforcer la légitimité de Kim Jong-il, apparu très affaibli après l'accident vasculaire dont il a été victime en août 2008. Elle pourrait aussi s'expliquer par l'approche de 2012, qui sera l'année du centième anniversaire de la naissance du « président pour l'éternité » Kim Il-sung, décédé en 1994. Cette échéance était supposée marquer l'entrée de la Corée du Nord dans une ère de « prospérité », que le régime sait inaccessible sans une normalisation de ses relations avec les États-Unis.

## La « Conférence du désarmement », une opportunité à saisir

La Corée du Nord s'est jusqu'ici jouée de l'incapacité des membres du Conseil de sécurité des Nations unies à s'entendre sur une riposte à la hauteur des enjeux. La fermeté des réactions internationales après l'essai du 25 mai dernier, y compris celle de la Chine, pourrait cette fois lui donner tort, mais rien n'est moins sûr. Certes, la nouvelle résolution 1874 adoptée le 12 juin 2009

---

6. Disponible sur le site du GRIP : <http://data.grip.org/document.asp?code=200904171110>

7. Non-prolifération/République populaire démocratique de Corée, Résolution 1718 (2006) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 5551<sup>e</sup> séance, le 14 octobre 2006 S/RES/1718 (2006), <http://www.grip.org/bdg/pdf/g4626.pdf>

8. Voir Cédric Poitevin, *Nucléaire et Corée du Nord, le plus difficile reste à venir*, Note d'Analyse du GRIP, 15 février 2007, [http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES\\_ANALYSE/2007/NA\\_2007-02-15\\_FR\\_C-POITEVIN.pdf](http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2007/NA_2007-02-15_FR_C-POITEVIN.pdf)

9. *Le deuxième essai nucléaire nord-coréen : une impasse pour le régime*, Cesim, observatoire de la non-prolifération, N°38, mai 2009, <http://www.cesim.fr/fichiers/onp38-mai.pdf>.



par le Conseil de sécurité prévoit un durcissement de certaines sanctions<sup>10</sup>. Mais pour que les décisions du Conseil de sécurité ne soient pas un nouvel échec ou aveu d'impuissance, il faudra que les sanctions visent réellement les dignitaires du régime sans aggraver encore la situation de la population. Il faudra aussi que la Chine s'y conforme, sorte enfin de son dilemme, et pèse de toute sa capacité d'influence sur Pyongyang.

Mais même tout cela ne sera pas suffisant aussi longtemps que la communauté internationale n'enverra pas des signaux clairs quant à sa volonté d'aller de l'avant dans des négociations pour un désarmement nucléaire généralisé. Certes, dans un premier temps, la surenchère nord-coréenne risque de renforcer la demande des pays de la région pour le « parapluie nucléaire » américain, voire inciter le Japon et la Corée du Sud à finalement développer leurs propres capacités. Pourtant, l'un des premiers enseignements à tirer de la crise nord-coréenne est précisément l'échec de la théorie de la « dissuasion ». L'arsenal nucléaire des cinq puissances nucléaires reconnues, et celui des États-Unis en particulier, a de nouveau failli à sa première mission : dissuader d'autres pays de développer un arsenal nucléaire qui puisse les menacer. Face à un pays déterminé, cela n'a jamais fonctionné dans le passé, pas plus qu'avec la Corée du Nord aujourd'hui.

Les partisans de la dissuasion objecteront que la menace d'une riposte nucléaire dissuadera certainement la Corée du Nord de risquer une attaque nucléaire. Mais comme le note Pavel Podvig (*Bulletin of the Atomic Scientists*)<sup>11</sup>, cette dissuasion n'a pas besoin d'être nucléaire. Aussi aventureux qu'il soit, il est peu vraisemblable que le régime nord-coréen se fasse la moindre illusion quant à sa capacité de survivre à la riposte – qu'elle soit nucléaire ou non – qui suivrait sa décision de lancer une frappe nucléaire.

La nécessaire fermeté à l'égard de la Corée du Nord doit donc s'accompagner de nouvelles étapes tangibles des puissances nucléaires pour se conformer à l'article 6 du TNP qui prévoit d'œuvrer à un « traité de désarmement général et complet ». La première de ces étapes devrait être une ratification rapide du CTBT. L'administration Obama a, à plusieurs reprises, montré son adhésion au principe de l'« option zéro ». Elle doit maintenant convaincre le Sénat de ratifier sans tarder le CTBT, et enjoindre les autres États nucléaires à faire de même, en particulier la Chine, l'Inde, Israël et le Pakistan. C'est un préalable indispensable à la légitimité des exigences de la communauté internationale vis-à-vis de la Corée du Nord comme de l'Iran.

Ensuite, il faut saisir le moment historique que constitue la récente adoption d'un nouveau programme de travail pour la Conférence du désarmement, qui se trouvait dans l'impasse depuis 1996. La Corée du Nord a marqué son appui au document CD/1863 fixant le projet de programme de travail pour 2009. Son ambassadeur An Myong Hun a déclaré que compte tenu des sanctions et de l'hostilité qui l'entourait, le pays avait été « obligé » de se doter de l'arme nucléaire. Mais, a-t-il ajouté, « notre objectif reste de parvenir à un désarmement nucléaire total et complet et il faut espérer que les pays dotés de l'arme nucléaire joueront un rôle de chef de file à cette fin »<sup>12</sup>.

---

10. Résolution 1874 (2009) adoptée le 12 juin 2009 par le Conseil de sécurité à sa 6141e séance, renforçant les sanctions à l'égard de la Corée du Nord, <http://data.grip.org/document.asp?code=200906150933>

11. <http://thebulletin.org/web-edition/columnists/pavel-podvig/what-if-north-korea-were-the-only-nuclear-weapon-state>

12. *La conférence du désarmement adopte son programme de travail après douze années dans l'impasse*, 29 mai 2009, <http://www.unog.ch/>

Il serait trop facile de balayer ces déclarations sous prétexte que, comme beaucoup le pensent à Washington, Séoul ou Tokyo, la Corée du Nord n'acceptera jamais de renoncer aux fruits de trente années d'efforts. Par contre, on sait que « punir » la Corée du Nord – en réalité les Nord-Coréens – est peu efficace. En dépit des nouvelles menaces nord-coréennes qui font suite à l'adoption de la résolution 1874 du 12 juin 2009, la seule option raisonnable pour contenir l'escalade nucléaire consiste à maintenir ouvert le canal des discussions via les négociations à Six, privilégier les donnant-donnant diplomatiques, et prendre au mot la Corée du Nord en donnant toutes ses chances au redémarrage de la Conférence du désarmement dans le cadre des Nations unies.

\* \* \*

